



## Document de politique économique

## INTRODUCTION

- L'industrie MEM, fortement axée sur l'exportation, doit constamment affronter la concurrence internationale.
- Se maintenir sur les marchés internationaux exige des efforts d'innovation et de croissance permanents de la part des entreprises MEM.
- Même dans notre pays de hauts salaires, l'industrie MEM a réussi à développer ses capacités productives.
- Compte tenu de son orientation internationale, l'industrie MEM a besoin d'atouts comparatifs nationaux particulièrement avantageux.
- Swissmem est la principale association industrielle de la Suisse.
- Swissmem milite pour une politique économique qui permette aux entreprises MEM de continuer à créer de la valeur ajoutée et des emplois en Suisse même.
- En tant que place industrielle et pôle de recherche et d'innovation, la Suisse a de l'avenir.

Cette publication est périodiquement actualisée.  
Elle se fonde toujours sur les derniers chiffres disponibles.

Clôture rédactionnelle: août 2009

Pour de plus amples informations:  
Tél. +41 (0)44 384 41 11  
E-Mail: [media@swissmem.ch](mailto:media@swissmem.ch)  
Internet: [www.swissmem.ch](http://www.swissmem.ch)



## TABLE DES MATIÈRES ET PRIORITÉS

- 4 **Marché du travail et emploi**
- 6 **Partenariat social**
- 8 **Sécurité sociale**
- 10 **Politique économique extérieure**
- 12 **Promotion des exportations**
- 14 **Intégration européenne**
- 16 **Politique monétaire/Financement des entreprises**
- 18 **Politique de la formation**
- 20 **Recherche et innovation**
- 22 **Politique énergétique**
- 24 **Politique environnementale**
- 26 **Matières premières**
- 28 **Sécurité et armement**

# MARCHÉ DU TRAVAIL ET EMPLOI

## DONNÉES ET FAITS

- Taux d'activité très élevé en comparaison internationale (68,2%) avec progression de la part des femmes, qui est passée de 59,2% en 2003 à 61,3% en 2008.
- Recrutement administrativement aisé de personnel qualifié de l'espace UE, grâce à l'approbation populaire de la libre circulation des personnes. Cette possibilité atténue nos problèmes démographiques et de pénurie de spécialistes.
- Charges salariales directes élevées en comparaison internationale.
- Taux de chômage de 2,6% en 2008 et de 3,5% en 2009 (état en avril 2009). Compte tenu de la situation économique, on prévoit une progression ultérieure du chômage, avec un pic supérieur à 6%.
- Majorations prévues des cotisations de l'assurance-chômage en vue de rétablir l'équilibre financier et de réduire l'ampleur de la dette.
- Risque élevé de chômage de longue durée en cas de durée d'indemnisation prolongée.



## POSITION DE SWISSMEM

- Assurer un gain de compétitivité de la place helvétique grâce à une baisse des coûts du travail et à l'assouplissement des possibilités d'affectation.
- Atténuation du problème démographique et de pénurie de personnel qualifié grâce à l'élargissement de la libre circulation des personnes dans le cadre des accords bilatéraux et à la faveur de modèles de temps de travail flexibles.
- Non aux solutions de branches non flexibles!
- Maintien d'un taux d'activité élevé grâce à l'incitation du recours aux seniors et à la main d'œuvre féminine ainsi qu'à la lutte contre le chômage des jeunes.
- Promotion d'une formation continue de qualité à large échelle et de l'apprentissage permanent («tout au long de la vie»).
- Maintien d'un droit du travail flexible en comparaison internationale, refus vigoureux de nouvelles réglementations étatiques et orientation de l'application sur la pratique des entreprises.
- Assouplissement de l'aménagement du temps de travail et promotion du travail à temps partiel sur une base volontaire.
- Majoration des cotisations de l'assurance-chômage réduite au minimum indispensable, et en contrepartie d'une diminution simultanée des prestations.
- Poursuite conséquente des objectifs de réinsertion à long terme de l'assurance-chômage et de l'assurance-invalidité.

# PARTENARIAT SOCIAL

## DONNÉES ET FAITS

- Formes constructives et responsables de relations entre entreprises et collaborateurs. La paix du travail qui en découle est un atout comparatif précieux pour la Suisse.
- Par rapport à la concurrence européenne, durées de travail plus longues et plus grande flexibilité en matière de durée de travail, liberté de licenciement, etc.
- La souplesse du droit suisse du travail est liée à la sécurité sociale par les conventions collectives de travail et les assurances sociales.
- La convention collective de l'industrie MEM assure un partenariat social particulièrement stable, et constitue un modèle au plan national et international.
- Le partenariat social permet de procéder à des restructurations sans conflits du travail majeurs.
- Les coûts du travail élevés propres à la Suisse exigent une forte productivité et une grande flexibilité.
- La tendance persistante à réglementer par des lois le monde du travail restreint l'autonomie des entreprises et la liberté de disposition octroyée par les conventions collectives de travail.



## POSITION DE SWISSMEM

- Préserver la Suisse en tant que marché d'emploi privilégié pour l'industrie MEM dans un environnement international.
- Mieux ancrer dans la conscience du public la réalité de l'industrie MEM comme employeur attractif.
- Confirmer et approfondir le partenariat social en tant que facteur comparatif important.
- Briser la tendance à réglementer par des lois le monde du travail.
- Par rapport aux réglementations légales et de CCT, donner la priorité aux solutions internes à l'entreprise.
- Privilégier les réglementations spécifiques de branches et de CCT par rapport aux réglementations légales.
- Respecter et soutenir les mécanismes de règlement des conflits.

# SÉCURITÉ SOCIALE

## DONNÉES ET FAITS

- Aucun autre pays d'Europe n'a, depuis 1990, autant développé son système de sécurité sociale que la Suisse.
- La forte progression du quotient de vieillissement (rapport entre les habitants de plus de 64 ans et ceux de 20 à 64 ans) constitue un défi de taille pour les entreprises:

2010: 29,1%

---

2020: 34,7%

---

2030: 44,2%

---

2050: 51,7%

---

- Les coûts de la santé et en particulier les primes d'assurance-maladie continuent d'augmenter massivement.
- La nette croissance du taux de charge sociale et de celui des prestations sociales est imputable pour l'essentiel à l'AC, l'AI, l'AM et l'AA (dépenses).
- On observe pour la première fois un recul du nombre de nouveaux bénéficiaires de rentes grâce à la mise en œuvre systématique de mesures de réinsertion dans l'AI.



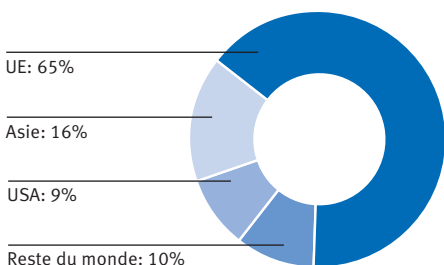
## POSITION DE SWISSMEM

- La consolidation financière des assurances sociales est hautement prioritaire.
- La consolidation doit être réalisée dans le cadre d'une stratégie globale axée sur les besoins sociaux effectifs et compte tenu des critères de faisabilité économique.
- Tous les projets d'extension doivent être suspendus jusqu'à la réalisation de la stratégie globale requise.
- Il faut éviter un renchérissement supplémentaire du travail dû à l'introduction de cotisations supplémentaires en pourcentage du salaire.
- De nouvelles recettes ne doivent – exceptionnellement (!) – être décidées qu'après réexamen de l'ensemble du dispositif de prestations, identification des possibilités d'économie et épuisement des possibilités de compensation.

## POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

### DONNÉES ET FAITS

- En Suisse, l'industrie MEM fournit 50% de la valeur ajoutée industrielle nationale.
- Production totale: environ CHF 100 milliards, dont exportations: CHF 80 milliards (soit quelque 40% du volume total des exportations de marchandises suisses).
- Principaux marchés d'exportation de l'industrie MEM:



- Ces dix dernières années, la ventilation géographique des exportations n'a quasiment pas changé; la progression attendue à l'avenir se concrétisera surtout vers les Etats BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).
- La Suisse occupe le 11<sup>e</sup> rang au classement international des exportateurs de machines (2007).



## POSITION DE SWISSMEM

- Nécessité d'une économie domestique compétitive, afin de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour d'autres accords internationaux.
- Il faut des règles internationales garantissant l'accès du marché aux prestataires suisses et protégeant leurs investissements à l'étranger.
- Conclusion rapide du cycle de négociations de Doha (OMC); pas de remise en question de l'importance ni du rôle de l'Organisation mondiale du commerce, malgré des négociations permanentes.
- Accord sectoriel («droit de douane zéro») pour l'industrie MEM avec participation de tous les fabricants importants.
- Conclusion d'accords de libre-échange, notamment avec les Etats BRIC.
- Soutien à l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE-SERV) afin d'améliorer les perspectives sur les marchés étrangers.

# PROMOTION DES EXPORTATIONS

## DONNÉES ET FAITS

- Forte compétitivité de l'industrie MEM helvétique.
- Importance croissante des facteurs locaux (p. ex. salaires, charges fiscales) dans le choix du lieu de production, particulièrement en période de crise.
- Risques plus importants dans le cadre d'une activité commerciale internationale que dans celui d'une activité domestique.
- L'assurance contre les risques à l'exportation (p. ex. risque du pays de destination, risque de change) garantit la sécurité du paiement au vendeur et la sécurité de la prestation à l'acheteur; les grandes entreprises y recourent aussi.
- Meilleur accès au financement des exportations grâce à une extension temporaire de l'offre de l'assurance contre les risques à l'exportation (ASRE) depuis mai 2009.
- Les Swiss Business Hubs sont des partenaires et interlocuteurs précieux pour les entreprises MEM suisses.



## POSITION DE SWISSMEM

- Réduction des risques du commerce extérieur.
- Extension temporaire de l'offre de l'ASRE comme mesure de crise pour soutenir l'industrie d'exportation.
- L'ASRE à armes égales avec les assurances étrangères de garantie étatique des risques à l'exportation.
- L'ASRE doit continuer de veiller à son autonomie financière et de respecter les principes de la politique étrangère de la Suisse.
- Soutien des entreprises MEM à l'étranger par les Swiss Business Hubs qui fournissent toutes les prestations.

# INTEGRATION EUROPÉENNE

## DONNÉES ET FAITS

- Poids de l'UE en 2007: 493 millions d'habitants dans 27 pays.
- Très grande importance du marché européen pour de nombreuses entreprises MEM.
- Exportations MEM vers l'UE (2008): plus de 50 milliards CHF (soit près de 65% de la totalité des exportations MEM).
- Accès sur pied d'égalité au marché intérieur européen grâce aux accords bilatéraux.
- Les accords bilatéraux garantissent d'importantes facilitations pour l'industrie MEM dans les domaines de l'harmonisation technique, de la libre circulation des personnes, de la recherche et des marchés publics.
- N'étant pas membre de l'UE, la Suisse ne profite pas des accords économiques conclus entre l'UE et des Etats tiers.



## POSITION DE SWISSMEM

- Maintien de la voie bilatérale, qui a fait ses preuves.
- La participation sans restriction au marché unique européen est l'objectif prioritaire de l'industrie MEM.
- Extension des accords bilatéraux à de nouveaux Etats membres de l'UE.
- Mise en œuvre rapide de l'accord Suisse-EU relatif aux contrôles des marchandises et à la sécurité douanière.
- Participation de la Suisse au développement des accords de Schengen et de Dublin.
- Adaptation des accords bilatéraux aux modifications des droits suisse et européen en vue d'éviter de nouvelles entraves limitant l'accès au marché.
- Reprise unilatérale du principe du Cassis de Dijon, avec le moins possible d'exceptions.
- Exploration permanente d'autres domaines susceptibles de faire l'objet de nouveaux accords bilatéraux. Actuellement, pas d'urgence pour l'accord-cadre avec l'UE.

# POLITIQUE MONÉTAIRE/FINANCEMENT DES ENTREPRISES

## DONNÉES ET FAITS

- Le taux de change en tant que facteur déterminant pour une industrie MEM fortement axée sur l'exportation, car susceptible d'influencer massivement sa compétitivité sur les marchés étrangers.
- Prédominance de l'euro et du dollar.
- Variations rapides et importantes des taux de change: défi tout particulier pour l'industrie MEM exportatrice.
- Approvisionnement en crédits de l'économie nationale – par voie de conséquence possibilité de financement des entreprises MEM – fortement influencé par la politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS).
- Passage de facto de la BNS à une politique de taux d'intérêts nuls durant la crise financière. Néanmoins, durcissement de la politique du crédit des banques commerciales à l'égard des PME (primes de risque en forte hausse, limites raccourcies, accès aux nouveaux crédits plus difficiles).
- Crainte qu'en raison d'une sévère et durable récession, les canaux habituels de grands financements puissent faire totalement défaut.
- Ebauche d'un potentiel inflationniste imputable à l'accroissement massif de la monnaie de banque centrale. Le bas niveau des taux d'intérêts et de l'inflation demeure un avantage de poids pour la place industrielle et pôle de recherche et d'innovation suisse.



## POSITION DE SWISSMEM

- Flexibilité de la politique monétaire de la Banque nationale suisse, centrée prioritairement sur la stabilité des prix et tenant compte de l'évolution conjoncturelle.
- Eviter une fluctuation excessive des taux de change et une surévaluation du franc suisse face à l'euro, conformément au mandat prioritaire de la BNS.
- Oui à l'élargissement de la palette d'instruments monétaires de la BNS par l'acquisition d'obligations en francs suisses de débiteurs privés («quantitative easing»).
- Instauration d'un dialogue étroit entre d'une part Swissmem et la Banque nationale au sujet de l'impact de la politique monétaire suisse sur l'économie d'exportation, d'autre part avec les banques commerciales pour assurer le financement des entreprises.
- Préservation de l'autonomie de la politique monétaire suisse.

## POLITIQUE DE LA FORMATION

### DONNÉES ET FAITS

- Haut niveau de formation de la population: avantage concurrentiel important pour l'économie.
- Plus de deux tiers des jeunes suivent une formation professionnelle de base, 20% une école gymnasiale conduisant à la maturité. La formation professionnelle initiale est la principale source de la relève de l'industrie MEM.
- Près de la moitié des jeunes s'intéressent à la technique, mais un quart seulement embrasse une carrière technique.
- L'activité formatrice de l'industrie MEM est supérieure à la moyenne: 700 membres Swissmem forment 10 000 apprentis.
- Swissmem œuvre à l'image de la branche MEM, qu'elle contribue pour beaucoup à rendre attractive auprès des jeunes.
- Seuls 10% des étudiants des hautes écoles universitaires optent pour l'une ou l'autre des sciences de l'ingénieur.
- Baisse continue de la proportion de salariés n'ayant pas terminé une formation de base.

Sources: OfS (2008), Swissmem



## POSITION DE SWISSMEM

- Mobilisation efficace des moyens d'optimisation de la formation initiale et continue à tous les échelons. Des collaborateurs très qualifiés sont un avantage concurrentiel de poids pour la place industrielle suisse.
- Pour une proportion élevée de cours techniques et de sciences naturelles pendant la scolarité obligatoire. Amélioration de la transition vers la formation professionnelle initiale.
- Orientation sur l'avenir de la formation professionnelle initiale en tant qu'atout de l'industrie MEM. Promotion de la maturité professionnelle (relève d'ingénieurs); retenue vis-à-vis de la maturité gymnasiale (max. 20%).
- Niveau élevé de la formation offerte par les hautes écoles universitaires et les hautes écoles spécialisées suisses en comparaison internationale.
- Différents profils d'ingénieurs: (1) forte orientation pratique grâce à la formation professionnelle initiale et à la formation en haute école spécialisée, (2) solides connaissances théoriques sur la base d'une maturité gymnasiale et d'études en EPF.
- Apprentissage du travailleur tout au long de sa vie pour garder à jour ses qualifications professionnelles et améliorer son employabilité.
- Améliorer les opportunités d'emploi des femmes; utilisation de ce potentiel dans l'industrie MEM.
- Pour un système de formation ouvert assurant la sélection et la qualité nécessaires.

### DONNÉES ET FAITS

- Avec des dépenses totales de recherche et de développement (R+D) représentant 2,9% du PIB (produit intérieur brut), la Suisse est dans le groupe de tête mondial derrière la Suède, la Finlande et le Japon.
- L'économie privée participe aux dépenses de R+D à hauteur de 2,05% du PIB (70% de l'investissement total de la Suisse); à cet égard, seuls le Japon, la Suède et la Finlande font mieux que la Suisse.
- Les dépenses R+D des entreprises de la branche MEM équivalent généralement à 3 ou 5% de leur chiffre d'affaires.
- Selon l'European Innovation Scoreboard, la Suisse arrivait en tête de classement en 2008 (2007: 2<sup>e</sup> place).
- Le plan financier de la Confédération pour 2008 – 2011 annonce une croissance annuelle de 6% des dépenses en faveur de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Sources: OCDE (2004 – 2008), OFS (2004)



## POSITION DE SWISSMEM

- Parmi les tâches de l'Etat, la priorité doit être accordée à la recherche et à l'innovation, qui constituent un investissement important dans l'avenir de notre pays.
- Maintenir une forte capacité de la Suisse en matière de recherche et d'innovation: condition essentielle de la compétitivité de sa place industrielle.
- Orienter l'encouragement de la recherche sur des domaines universitaires à fort potentiel économique: contribution à une place industrielle suisse performante.
- Assurer la complémentarité des politiques d'encouragement de la recherche et de l'innovation nationale et européenne; pas de doublons.
- Continuité de l'encouragement de la recherche et de l'innovation, pour éviter les conséquences fâcheuses d'une politique en dents de scie.
- Garantir l'autonomie des hautes écoles et promouvoir leur complémentarité, renforcer la capacité concurrentielle par des financements liés aux prestations.
- Optimiser les transferts de savoir et de technologie entre hautes écoles et entreprises. Objectif: convertir la propriété intellectuelle réalisée en Suisse en produits et processus.
- Encourager l'intérêt de la société – en particulier de la jeunesse – pour la technique. Message principal à transmettre: la technique est la clé de nombreux problèmes.

Pour d'autres informations sur ce thème:

Peter Stössel

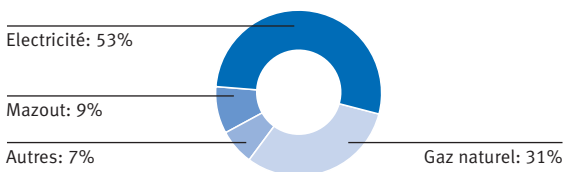
Tél. 044 384 48 23

p.stoessel@swissmem.ch

# POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

## DONNÉES ET FAITS

- La consommation d'énergie de l'industrie MEM suisse a diminué de 36% entre 1990 et 2008, et même de 42% en tenant compte du chiffre d'affaires réalisé.
- Répartition de la consommation d'énergie de l'industrie MEM entre les différentes sources (2008):



- En comparaison, la consommation générale d'énergie de la Suisse a augmenté de plus de 8% entre 1990 et 2008 et de plus de 26% pour l'électricité.
- La production suisse d'électricité provient pour 56% de l'énergie hydraulique, pour 39% de l'énergie nucléaire et pour 5% d'énergies fossiles et d'autres sources.
- Débranchement des premières centrales nucléaires suisses vers 2020, échéance des contrats de livraison d'électricité passés avec la France vers 2014 déjà.
- Déséquilibre croissant entre production et la consommation d'électricité dans le pays.
- Le marché suisse de l'électricité est partiellement libéralisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009; libre choix du fournisseur pour les clients ayant une consommation annuelle de plus de 100 MWh, mais pas de développement du marché jusqu'ici, par manque d'offres.
- Augmentations de prix parfois massives dans le domaine de monopole de l'approvisionnement électrique (utilisation du réseau et services-système) suite aux nouvelles bases juridiques.

(Sources: Statistique sur l'énergie Swissmem; Statistique globale de l'énergie et Statistique de l'électricité de l'OFEN)



## POSITION DE SWISSMEM

- Engagement pour l'optimisation énergétique des produits et processus. Utilisation et consolidation du savoir-faire suisse en matière de processus et de constructions énergétiquement efficaces.
- Garantie d'une sécurité d'approvisionnement sans faille grâce à une palette de fourniture constituée de toutes les énergies disponibles.
- Maintien d'un approvisionnement énergétique domestique économique et écologique, autant que possible non carboné.
- Garantie d'une part importante de production électrique nationale; planification et mise en œuvre rapide de nouveaux projets de centrales électriques.
- Garantie de prix de l'électricité compétitifs pour le consommateur final suisse. Examen attentif des hausses de prix.
- Eviter de nouvelles taxes et redevances susceptibles de renchérir encore l'électricité.
- Poursuivre la libéralisation des marchés des énergies de réseau également en faveur des petits consommateurs. Garantie d'un marché fonctionnel grâce à des améliorations rapides des bases juridiques.
- Promotion d'une utilisation efficace du réseau à l'aide d'une réglementation incitative.

## POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

### DONNÉES ET FAITS

- Le changement climatique, défi majeur de politique environnementale à cause de la forte augmentation mondiale des gaz à effet de serre.
- Changements de la politique suisse et internationale du climat: révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> pour l'après-2012, réglementation de suivi du Protocole de Kyoto.
- Abaissement des émissions de CO<sub>2</sub> de 44% dans l'industrie suisse MEM entre 1990 et 2008.
- Deux tiers environ des émissions de CO<sub>2</sub> de l'industrie suisse MEM réduits grâce à des accords avec l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC).
- Depuis 2008, taxe CO<sub>2</sub> sur les combustibles fossiles. Exonération des entreprises qui s'engagent à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>.
- En Suisse, la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub> par personne sont sensiblement inférieures à la moyenne des pays de l'OCDE.
- Gros potentiel de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans l'économie suisse, surtout dans le secteur des bâtiments et des transports.
- Développement et exportation de technologies respectueuses du climat à titre de contribution de l'industrie suisse MEM à l'abaissement des émissions mondiale de CO<sub>2</sub>.

(Sources: Swiss Greenhouse Gas Abatement Cost Curve, McKinsey 2008; Statistique Swissmem de l'énergie)

## POSITION DE SWISSMEM

- Mobilisation en faveur d'une utilisation responsable, efficiente et durable des ressources naturelles.
- Promotion de la réflexion en termes de cycles de vie: prise en compte globale des répercussions des produits sur l'environnement, de la fabrication à l'élimination.
- Contribution à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par l'innovation technologique en Suisse et à l'étranger. Utilisation du savoir-faire suisse pour des constructions et des processus efficients sur le plan énergétique.
- Engagement en faveur de toute politique suisse du climat susceptible de renforcer la place industrielle et scientifique suisse.
- Engagement en faveur de la poursuite des mesures volontaires de l'économie et soutien à ces efforts par des instruments, des normes d'économie de marché et des interdictions là où cela apparaît judicieux.
- Prévention des redistributions susceptibles de provoquer des distorsions au détriment de l'industrie (impôts frappant spécifiquement la place industrielle).
- Participation active à la mise en œuvre de la loi sur le CO<sub>2</sub> en tant que membre fondateur de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC).
- Prise en considération de la responsabilité de l'industrie. Poursuite et renforcement des solutions de branches, soutien d'objectifs de politique de l'environnement et mesures d'entreprises.
- Poursuite du dialogue environnemental avec les autorités, l'économie, la science et la société.

# MATIÈRES PREMIÈRES

## DONNÉES ET FAITS

- L'industrie MEM est très largement dépendante des importations de matières premières.
- Les matières premières (en particulier les métaux) et les agents énergétiques fossiles ont massivement augmenté entre 2003 et 2007, ce qui a affecté la place industrielle et le pôle de recherche et d'innovation suisses.
- La demande a connu une forte croissance (industrialisation fulgurante dans les économies émergentes – Brésil, Russie, Inde, Chine), alors que les capacités de production n'ont que modérément progressé, d'où une hausse des prix.
- Accentuation de la hausse des prix par la création de plus en plus fréquente d'oligopoles du côté de l'offre (puissances dominantes de marché).
- Recul d'ordre conjoncturel des prix de l'énergie et des métaux industriels, mais nouvelle hausse des prix attendue à long terme.
- S'il n'est pas possible de répercuter la hausse des coûts d'acquisition, ce sont les marges qui baissent, donc la compétitivité des entreprises MEM qui se détériore.

## POSITION DE SWISSMEM

- La maîtrise des hausses de prix des matières premières est au premier chef la tâche de l'entreprise.
- Seuls des marchés des matières premières ouverts et organisés dans un système de concurrence sont à même d'assurer l'accès aux matières premières.
- Intervention politique de la part de la Confédération, le cas échéant en collaboration avec l'UE, là où il y a infraction aux règles du libre marché.
- Recours à l'autorité internationale des cartels au niveau de l'OMC pour combattre les infractions à la concurrence commises par les pays exportateurs de matières premières et les entreprises dominantes sur le marché.
- Réduction de la dépendance de la Suisse à l'égard du pétrole et du gaz et remplacement de ces agents énergétiques par l'électricité.
- Mise à disposition de capacités de production d'électricité supplémentaires à partir de grandes centrales.

## POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET D'ARMEMENT

### DONNÉES ET FAITS

- L'Industrie suisse de l'armement fait partie intégrante d'une politique de sécurité efficace et crédible.
- Les exigences de politique de sécurité de l'industrie suisse sont satisfaites.
- Les affaires de participation industrielle (affaires de compensation) sont une pratique incontestée sur le plan international. En Suisse, elles représentent environ CHF 500 millions par an.
- Les fabricants étrangers sont engagés dans des affaires de compensation avec l'industrie suisse à hauteur de 100%.
- Participation directe de l'industrie: l'industrie suisse collabore à une commande d'armement, par exemple en tant que sous-traitant.
- Participation industrielle indirecte: des commandes de compensation sont également passées dans le secteur industriel civil. Cela présuppose que ce secteur soit compétitif.
- Le fabricant et l'acheteur sont souvent actifs non seulement dans le secteur militaire, mais aussi dans le domaine civil.
- L'industrie de l'armement et ses fournisseurs occupent quelque 10'000 travailleurs en Suisse.



## POSITION DE SWISSMEM

- Pour pouvoir maintenir sa propre base technologique en matière d'armement, l'industrie suisse de l'armement a besoin d'être à même d'exporter.
- Pas d'extension de la pratique actuelle en matière d'exportation de matériel militaire.
- L'importance de l'industrie de l'armement dans la politique suisse de sécurité doit ressortir du rapport sur la politique de sécurité (POLSEC B 2009).
- Pas de durcissement de la pratique actuelle de la participation de l'industrie. Compensation à 100% dans les affaires d'armement.
- Pas d'approche séparée des biens militaires et civils, mais une approche intégrale.
- Poursuite du recours à la pratique internationale des affaires de participation, en Suisse également.
- Les entreprises suisses ont besoin des affaires de participation et elles en bénéficient:
  - les affaires de participation ouvrent des portes,
  - elles facilitent l'accès durable aux nouvelles technologies.

## SWISSMEM –

### POUR UNE PLACE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE SUISSE PERFORMANTE

Swissmem défend les intérêts de près de 1'000 entreprises de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) ainsi que des branches technologiques apparentées vis-à-vis des milieux économiques, politiques et de l'opinion publique. Elle renforce ainsi la compétitivité internationale de la place industrielle et scientifique suisse.

Swissmem encourage la collaboration entre ses entreprises membres, leur fournit des prestations adaptées à leurs besoins, gère une école de cadres préparant au management et est très active dans le domaine de la formation professionnelle.

Swissmem milite pour une concurrence ouverte, pour l'innovation ainsi que de la liberté d'entreprise exercée dans un esprit de responsabilité sociale et cherche à promouvoir un partenariat social constructif.

Occupant quelque 345'000 personnes, l'industrie MEM est de loin la plus grande pourvoyeuse d'emplois industriels du pays et assure par ses exportations d'un montant de quelque CHF 80 milliards (2008) 40% des exportations suisses totales de marchandises.





Swissmem  
Kirchenweg 4  
Case postale  
CH-8032 Zurich  
Téléphone +41 (0)44 384 41 11  
Téléfax +41 (0)44 384 42 42  
[www.swissmem.ch](http://www.swissmem.ch)  
[info@swissmem.ch](mailto:info@swissmem.ch)

Swissmem  
L'industrie suisse des machines, des  
équipements électriques et des métaux